4127

CILSS

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL

PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

SECRETARIAT EXECUTIF

Burkina Faso | Cap-Vert | Gambie | Guinée Bissau | Mali | Mauritanie | Niger | Sénégal | Tchad

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT
PERMANENT DIAGNOSIS PROJECT

SUIVI-EVALUATION INTERNE

RAPPORT D'ACTIVITES

(Pour la période 1er Mai - 31 Décembre 1990)

PR/DIAPER/01/03/1991

ECA/DOI/91

Janvier 1991

B. P. 7049 OUAGADOUGOU TELEX DIAPER 5378 BF Tél. : 33-66-92

SUIVI-EVALUATION INTERNE

R A P P O R T D' A C T I V I T E S

(Pour la période 1er Mai - 31 Décembre 1990)

PR/DIAPER/01/03/1991

ECA/D01/91

Janvier 1991

Le présent document est un rapport d'étape qui fait le point des activités menées jusqu'au 31/12/90, dans le cadre de la 3ème année du Projet Diaper II. Il a été établi à la veille des missions de programmation de 4ème année, facilitant ainsi l'identification des orientations pour cette dernière année du Projet Diaper II.

Il est composé de 2 parties :

- La première fait le bilan des activités de la période, 1er Mai - 31 Décembre 1990 menées sur le double plan institutionnel et technique.

- La deuxième traite du bilan financier pour les 1ère, 2ème et 3ème années du Projet.

Cette dernière partie fait l'objet d'un rapport spécifique intitulé "Rapport Financier au 30 Novembre 1990".

Il ne sera question, dans les lignes qui suivent, que de la première partie.

Après un rappel succint des objectifs des différents programmes de Diaper II, en particulier, ceux de la 3ème année, il sera abordé le point sur les activités menées tant par l'ECA-l'équipe de coordination et d'appui (Centre + Animations locales), que par les Composantes Nationales (CN).

I. RAPPEL DES OBJECTIFS DU PROGRAMME DE 3EME ANNEE

Les orientations générales du programme d'activités de troisième année se sont fondées sur les objectifs interdépendants définis lors de l'identification du Projet Diaper II. Il s'agit de :

<u>Sur le plan institutionnel</u>

. Renforcement de la capacité technique et opérationnelle des structures nationales de collecte et de traitement de l'information.

. Meilleur ciblage et décloisonnement de l'informattion, ainsi que coordination des actions et des acteurs.

<u>Sur le plan technique</u>

. Mise en oeuvre et/ou amélioration et harmonisation des méthodes de collecte et de traitement.

. Analyse de l'information et intensification de sa diffusion nationale et régionale.

. Formation des équipes nationales responsables.

. Suivi-Evaluation interne des activités.

Les grandes lignes du programme de 3ème année, se trouvent en annexes (programme au niveau régional et programmes nationaux).

II - POINT SUR LES ACTIVITES DE 3 ème ANNEE

II- 1. SUR LE PLAN ADMINISTRATIF ET INSTITUTIONNEL

. La gestion administrative du Projet ne pose pas, pour l'essentiel, de problèmes majeurs . Les structures conventionnelles du projet fonctionnent normalement. Il s'agit, notamment, de l'équipe de coordination et d'appui (ECA), du comité Technique (CT) et des coposantes nationales (CN).

L'ECA, au complet, après sa réunion de fin Avril à Bamako, s'est retrouvée à Bissau, le 14 Novembre 1990, en marge de la réunion des Experts des pays du CILSS sur le bilan de campagne pour faire le point des activités.

Il faut rappeler que, suite à la fermeture du Projet de l'OSCE au Mali, le recrutement du nouvel animateur basé à Bamako, s'était fait dans les délais ; il a pris service en fin Juin 1990.

La passation de service entre lui et son prédécesseur s'est effectuée correctement. L'OSCE a retrocédé au projet Diaper tout le matériel de sa représentation : voitures, micros ordinateurs, photocopieuses, machine à écrire mobilier de bureau et de domicile, etc.

De plus, l'OSCE s'est engagé à participer au fonctionnement de l'animation, par le versement de 50.000 Ecus par an, pendant les deux dernières années du Projet.

Le Comité Technique devra se retrouver dans la première décade d'Avril 1991. Sa dernière réunion remonte à Avril 1990 à Ouaga. Certains de ses membres viennent de perdre la qualité pour laquelle ils avaient été nommés. Il y a lieu d'envisager prochainement leur remplacement.

Les experts de l'ECA centrale, par des missions ponctuelles, et les animateurs locaux , par leur présence effective, continuent efficacement d'apporter un appui aux Composantes Nationales, renforçant ainsi les capacités techniques et opérationnelles de ces dernières. Ils les aident à surmonter les nombreux obstacles qu'elles rencontrent dans l'éxécution courante de leurs tâches respectives.

. Parmi ces obstacles, les plus importants se situent au niveau de la gestion financière du Projet. Les lenteurs, et lourdeurs administratives dans le transfert des fonds aux composantes nationales et à l'ECA, déplorées les années passées ont persisté, malgré les nouvelles procédures financières adoptées par la CCE. Ainsi, bien que les devis-programmes aient été adoptés à fin Avril 1990, les fonds de 3ème année n'ont été reçus que vers le 10 Septembre, pour les premiers arrivages. Pour certains pays, et même pour l'ECA centrale, une partie des fonds, parfois importante, n'est toujours pas reçue, jusqu'au moment de rédaction de ces lignes (31 Décembre 1990)!

Il y'a eu de véritables chassés-croisés dans les envois des fonds: ceux destinés au Cap-Vert ont été virés à N'Djaména, pour le compte de la C.N du Tchad. De même, les fonds pour le Sénégal sont allés au Cap Vert, ceux du Tchad à Ouagadougou, et ceux de l'ECA à Dakar, etc.

Les lacunes semblent se trouver au niveau de l'exécution bancaire des ordres de virement, donnés par télex, par les services financiers et comptables de Bruxelles.

Les leçons de cette désagréable mésaventure devront être tirées pour l'avenir.

En plus de ces problèmes de lourdeur évoquée plus haut, certaines Composantes Nationales se trouvent confrontées au grave problème de trésorerie, et même de d'insolvabilité de certaines banques locales. C'est le cas du Niger, où plus de 16 millions de francs CFA, partie des fonds de la 2ème année de la C.N , restent, depuis bientôt un an, gelés à la Banque de Développement du Niger.

. Au titre du reforcement des **capacités opérationnelles des structures nationales**, une contribution très positive vient d'être fournie par le transfert effectif de la centrale d'information dans tous les pays (sauf la Gambie), et la mise en exploitation du logiciel SP6, pour le traitement des enquêtes. Ces deux réalisations font partie des premières opérations exécutées dans le cadre du contrat-cadre avec le bureau d'études Italien SOMEA et qui sont en cours d'achèvement. La poursuite d'autres opérations et l'initiation de nouvelles sont en cours. La coopération avec la SOMEA se déroule dans l'ensemble dans de bonnes conditions.

. Dans le cadre <u>du décloisonement de l'information et de la coordination avec les différents partenaires</u>, les actions suivantes ont été menées.

<u>Au niveau régional</u> :

- Missions conjointes CILSS/FAO/Etats pour la prévision des récoltes, en Octobre 1990

- Réunion des experts des pays du CILSS sur le bilan de campagne agro-pastorale et les perspectives alimentaires pour 1990/1991, tenue à Bissau du 12 au 15 Novembre 1990.

- Réunion du Réseau de Prévention de Crises alimentaires au sahel, tenue à Paris les 27-28-29 Novembre 1990, organisée conjointement avec le CLUB du SAHEL.

- Conseil Extraordinaire de Ministres de Tutelle du CILSS, sur le bilan de campagne 1990-1991, tenu à Ouagadougou les 3 et 4 Décembre 1990.

Par ailleurs, l'ECA centrale a effectué de nombreuses missions de coordination auprès des composantes nationales; en outre elle a participé à plusieurs réunions et séminaires organisés dans le cadre de la recherche de cohérence :

- soit au sein du CILSS (Comité Pilotage sur Espaces Régionaux, Procelos etc...)

- soit, entre le CILSS et le Club du Sahel (Programme commun CILSS/CLUB du SAHEL, réflexions du Club),

- soit avec des partenaires divers (observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), Projet P4S, réseau des ressources pastorales, Projet Surveillance des Ressources Naturelles et Renouvelables au Sahel, etc.

Au niveau national, il y a eu des réunions plus au moins régulières des composantes nationales, avec la participation des animateurs locaux, ainsi que certains séminaires ponctuels (Mali, Mauritanie et Sénégal sur le bilan de l'Enquête Agricole et Perspectives etc...). Cependant la concertation entre collecteurs et utilisateurs de l'information sur la sécurité alimentaire, semble être insuffisante.

Les séminaires sur "la gestion de l'information pour la sécurité alimentaire" (prévu début Juin 1991 à Bamako et sur "la consommation" (prévu en Septembre 1991), contribueront certainement à ce rapprochement.

II-2. SUR LE PLAN TECHNIQUE

II-2.1. MISE EN OEUVRE ET/OU AMELIORATION DE METHODOLOGIES

Les activités menées sur ce plan visent à améliorer les méthodologies de collecte et de traitement de l'information.

Les méthodologies mises en oeuvre, pour les enquêtes courantes et/ ou les opérations pilotes, portent sur :

. l'amélioration de la connaissance des postes des bilans céréaliers (ex-post et prévisionnel). Dans ce cas il s'agit :

- des enquêtes agricoles annuelles

- des enquêtes sur les stocks paysans

- des enquêtes consommations

- des opérations pilotes "suivi échantillon restreint" et "Pertes et semences".

. les systèmes d'information sur le marché céréalier

. les enquêtes dans le domaine de l'élevage : effectif du cheptel, suivi des marchés à bétail, suivi du troupeau.

II - 2.1.1. AMELIORATION DES POSTES DES BILANS CEREALIERS

1. ENQUETE AGRICOLE ANNUELLE

a) **AU BURKINA FASO :** De façon générale, l'enquête s'est déroulée suivant le calendrier prévu. Cent dix huit (118) enquêteurs ont été recrutés en partie sur budget PRSAP/Banque Mondiale, en partie sur celui de l'Assistance Hollandaise. Ils ont été affectés à temps plein à l'enquête, à partir d'Août 1990. Une formation complémentaire leur a été assurée courant Avril. Les questionnaires ont été révisés pour prendre en compte le volet prévision, et le volet stocks paysans.

L'enquête a commencé dès fin Avril par le recensement des ménages des villages échantillons et le tirage des ménages à enquêter. Le recensement des parcelles des ménages enquêtés, les mesures de superficies et la pose des carrés de rendement se sont effectués sans difficultés. Un important travail de supervision a été effectué pour garantir l'exécution correcte, et à temps, de la collecte.

Pour le traitement de l'enquête, le logiciel SP6 a été implanté sur les ordinateurs de la Composante Nationale. La formation a été dispensée conjointement par la SOMEA et l'ECA Centrale. Aussi, des copies du logiciel adapté pour la saisie ont été implantées dans les 9 CRPA disposant de matériel informatique approprié.

Toutefois, l'apurement des fichiers, ainsi que la sortie des résultats de prévision de récolte ont été effectués au niveau central et les résultats sont sortis en Octobre 1990. Ces résultats sont provisoires. La dernière phase de l'enquête de l'exploitation est en cours.

b) **AU CAP-VERT :** L'enquête agricole a commencé avec retard, du fait de l'arrivée tardive des pluies. Néanmoins, les résultats ont pu être disponibles pour la préévaluation de la campagne à la fin Octobre 1990.

Le suivi de la campagne a été réalisé, mais les fiches sont arrivées au niveau central de la DGFA, avec beaucoup de retard.

c) **EN GAMBIE :** L'enquête agricole a démarré au mois de Mai 1990 avec le séminaire de formation de 50 enquêteurs et contrôleurs.

La première phase de l'enquête agricole a été exécutée correctement. Il s'agit notamment du suivi de la campagne, des mesures des superficies, de la prévision des récoltes.

Les chiffres de prévision des récoltes ont été communiqués à la mission conjointe CILSS/FAO/Etat le 10 Octobre 1990.

d) **EN GUINEE-BISSAU :** Les opérations ayant démarré sur le terrain en Juillet, des difficultés sont apparues liées à l'insuffisance des moyens de déplacement et de mesure. Néanmoins, les données nécessaires à la prévision des productions des principales céréales ont pu être recueillies.

Le suivi de la campagne agro-pastorale a pu être effectué et aoccasionné la publication de quatre bulletins.

e) AU MALI : L'enquête dite de conjoncture a été réalisée conjointement par la D.N.A. et la D.N.S.I. Elle s'est bien déroulée. Les résultats prévisionnels de la production agricole ont été fournis.

Les visites de contrôle par l'équipe centrale de supervision (DNA-IER) ont été régulières et ont concerné la quasi totalité des régions (à l'exception de Gao et Tombouctou).

Il faut déplorer un manque de coordination entre la DNA et la DNSI au moment de la mission conjointe CILSS/FAO/Etats de prévision des récoltes. Ceci a eu pour conséquences, la production de deux données pour la prévision des récoltes ! Ce qui n'est pas sans poser d'énormes problèmes!

f) EN MAURITANIE : Il y a eu renforcement du système permanent de collecte de statistiques agricoles à travers le programme "Enquête Suivi-Prévision-Evaluation des Récoltes" (ESPER)

L'enquête ESPER porte sur le suivi de trois systèmes de production (Dieri, Walle, Bas-fonds).

Pour chaque système de production, l'ESPER réalise deux passages.

L'élaboration des premières prévisions s'est faite avec l'appui de la mission CILSS/FAO d'Octobre 1990.

Selon la programmation de l'enquête ESPER, le deuxième "résultat prévisionnel" est prévu pour Février 1991, tandis que les résultats définitifs de la campagne agricole sont pour Avril 1991.

g) AU NIGER : L'enquête agricole a été menée par la Direction des Statistiques de l'Agriculture et de l'Elevage (DSA/EL).

L'appui de l'Animation Locale de DIAPER à l'EPER (enquête prévision, estimation des récoltes) a été réduit cette année. Il y a eu un effort dans la collecte de l'information, mais il y a carence dans le contrôle, ce qui entraînera pour les résultats définitifs, un retard dans le traitement des questionnaires au moyen du logiciel SP6.

Les données fournies à la mission conjointe CILSS/FAO/Etat de prévisions de récoltes, sont celles obtenues par le dispositif de l'EPER.

h) AU SENEGAL : La préparation de l'enquête agricole a commencé très tôt cette année avec le séminaire national sur le bilan de l'enquête 1989/1990 et les perspectives pour 1990/1991, qui s'est tenu en Avril 1990.

Ce séminaire a réuni tous les inspecteurs de l'agriculture et leurs collaboratuers chargés des statistiques agricoles, ainsi que les réprésentants des institutions nationales, régionales et internationales concernées.

Le séminaire a reconduit la méthodologie d'enquête utilisée lors de la campagne précédente.

Le suivi de la campagne, les mesures des superficies, la pose des carrés de rendement et les prévisions des récoltes ont été exécutés conformément au calendrier, malgré des problèmes matériels et humains survenus dans certaines régions.

Les résultats de la prévision des récoltes ont été communiqués à la mission conjointe CILSS/FAO/Etats le 18 Octobre 1990.

Le logiciel SP6 a été installé mais il n'a pas été utilisé pour le traitement des résultats des prévisions des récoltes.

i) **AU TCHAD :** Le renforcement du dispositif permanent d'enquête agricole est effectif. Il y a eu allègement du questionnaire, accélération des travaux préparatoires, amélioration du contrôle des travaux de terrain, accélération des travaux de saisie et de traitement des données qui a permis à la mission conjointe FAO/CILSS/AGRHYMET d'evaluation des récoltes, de disposer des données.

Cependant, beaucoup d'efforts restent à faire pour améliorer les résultats de l'enquête en zone soudanienne et pour l'étendre à la zone sahélienne.

Tout comme au Sénégal, le logiciel SP6 a été installé, mais il n'a pas été utilisé pour le traitement des résultats de prévisions des récoltes.

2. ENQUETE STOCKS PAYSANS

a) **AU BURKINA FASO,** elle a été été exécutée comme un volet de l'enquête agricole annuelle.

Les résultats obtenus proviennent de l'exploitation des déclarations des pays, et non des mesures des volumes de céréales stockées dans les greniers. Ils ont été inclus dans les bilans céréaliers établis en Novembre 1990.

Les résultats sont donc provisoires. Le dépouillement des mesures objectives est en cours.

b) **AU CAP-VERT,** il n'y a pas de volet stocks paysans dans l'enquête agricole annuelle.

c) **EN GAMBIE,** l'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions dans les six (6) régions du pays. La collecte des données sur le terrain s'est déroulée durant la dernière semaine d'Août. Les résultats ont été été disponibles dès Octobre et attestent que le niveau des stocks est injugeable.

d) **EN GUINEE-BISSAU,** l'enquête a été effectuée de la mi-Septembre à la fin Octobre au niveau de 688 exploitations agricoles. L'exécution a connu une certaine lenteur du fait que les enquêteurs ne disposaient pas tous de rubans ou de chaînes d'arpenteur. Le dépouillement est en cours.

e) **AU MALI,** l'enquête s'est déroulée dans des conditions relativement normales. Les résultats provisoires ont pu être intégrés aux bilans établis en Novembre 1990.

f) **EN MAURITANIE,** le volet stocks paysans de l'enquête ESPER n'a pas pu être mis en oeuvre cette année à cause des problèmes de coordination.

g) **AU NIGER,** l'enquête a été exécutée en tant que volet de l'enquête EPER. Les données provisoires ont pu être obtenues et intégrés dans le bilan prévisionnel.

h) **AU SENEGAL,** cette enquête s'est déroulée du 15 au 30 Septembre 1990 dans les dix régions du pays, comme un volet de l'enquête agricole. Le remplissage des questionnaires sur l'évaluation objective des stocks paysans n'a pas été exécutée correctement. Aussi, il a été décidé de traiter uniquement les données collectées par la méthode d'interview. Ce sont ces données qui ont été intégrées dans les bilans céréaliers établis en Novembre 1990.

Il s'agit notamment des mesures des volumes des greniers.

3. <u>ENQUETES CONSOMMATION CEREALIERE</u>

a) **AU BURKINA FASO :** L'enquête est à sa dernière phase. Les résultats du 1er passage son disponibles pour informations. Les questionnaires du 2ème passage sont en cours de traitement. Il faut signaler que lors de ce passage, seule une partie des villages prévus a pu être enquêtée dans la province du Sahel, faute d'enquêteurs au niveau du Centre Régional de Promotion Agricole (CRPA), alors que ce dernier avait bien signé avec l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), un contrat pour l'exécution de l'enquête.

b) **AU CAP-VERT :** L'enquête envisagée s'inscrit dans le cadre des opérations pilotes prévues au Cap-Vert, en Guinée-Bissau et au Tchad. L'enquête est prévue à partir de Février 1991. Une mission d'un consultant de la SOMEA s'est rendue à Praïa, en fin Décembre.

e) **EN GUINEE-BISSAU :** La mission SOMEA de préparation de l'enquête a séjourné en Guinée-Bissau du 11 au 26 Décembre. Les opérations de collecte vont démarrer incessamment.

d) **AU MALI :** cette enquête, comme celle du Niger, est une poursuite de l'opération pilote 2ème année. Son déroulement ne semble poser aucun problème et évolue selon la programmation initiale. Elle est prévue pour 12 mois, et doit prendre fin en Février 1991.

e) **AU NIGER :** L'enquête suit son cours normal, son déroulement est satisfaisant. Les opérations de terrain seront terminées en Février 1991, comme prévu.

f) **AU TCHAD :** Il était prévu en Novembre une mission de préparation dans les trois villes Moundou, Sarh, Abéché avec pour objectif la sensibilisation des autorités, le tirage de l'échantillon, et le recrutement des enquêteurs.

La formation était prévue pour la 2ème quinzaine de Décembre, le dénombrement des ménages, dans la 1ère quinzaine de Janvier, et la collecte des données, dans la 2ème quinzaine de Janvier à fin Mars. Cependant, avec les évènements récents survenus en Novembre 1990 au Tchad, toutes les opérations précitées sont reportées sinedie.

4. OPERATIONS PILOTES

a) PERTES ET SEMENCES EN MAURITANIE

L'opération "enquête semences" a connu un retard quant à son exécution, compte tenu du report de la mission SOMEA qui devrait finaliser la méthodologie et la mettre en place courant Juillet.

Une décision de l'ECA a permis toutefois de la faire exécuter.

Les travaux de terrain des 2 premiers passages sur les 3 se déroulent dans de bonnes conditions.

Les résultats devront être disponibles avec l'appui de la SOMEA, en Avril 1991.

Quant à l'opération Pilote Pertes, son report pour la campagne prochaine a été décidé compte tenu du fait que les tâches préparatoires que devrait réaliser la mission de consultation SOMEA n'ont pas été menées à bien.

b) SUIVI APPROFONDI D'UN SOUS-ECHANTILLON RESTREINT DE L'ENQUETE AGRICOLE

Il s'agit d'une enquête diagnostique de l'enquête agricole annuelle.

Les opérations sur le terrain ont démarré le 16 Juillet 1990. Elles se déroulent dans de bonnes conditions, malgré un certain retard par rapport au calendrier. Les opérations de mesure des superficies, de pose des carrés de rendement sont terminées.

Les résultats définitifs devront être disponibles, avec l'appui de la SOMEA, en Janvier 1991.

II - 2.1.2. ENQUETES SUR LES MARCHES CEREALIERS

a) **AU BURKINA FASO,** le suivi des marchés céréaliers continue. La situation de l'année dernière est demeurée inchangée : les données sont collectées mais non exploitées pour l'essentiel. Seuls les prix communiqués par téléphone pour 10 marchés sont publiés de façon très restreinte.

La situation pourrait demeurées inchangée aussi longtemps qu'il n'y aura pas une volonté nationale partagée de mettre en place un dispositif de collecte et de diffusion de prix.

b) **AU CAP-VERT,** les enquêtes ont été lancé en Juin.

Un relevé de prix sur les points de vente est régulièrement effectué. Récemment, le traitement de l'enquête par le logiciel SP6 a pu être réalisé. Les publications devront être faites désormais.

c) **EN GAMBIE,** l'enquête sur les marchés céréaliers se poursuit avec une nette amélioration par la publication régulière des prix au consommateur et au producteur, pour le mil, le sorgho, le maïs et le riz.

Ces prix sont publiés mensuellement. Chaque trimestre, ils font l'objet d'une analyse détaillée afin de donner des indications sur les tendances d'évolution dans le temps et dans l'espace.

d) **EN GUINEE-BISSAU,** les fiches du suivi des marchés n'ont été mises en place qu'en Août au niveau des 37 marchés retenus. L'exploitation a commencé, mais aucune publication n'est encore faite.

e) **AU MALI ET AU SENEGAL,** ce sont les seules opérations non financées par DIAPER II. Le relevé des prix des céréales se fait régulièrement. Leur publication par voie de presse (radio et journaux officiels) a contribué à la régulation du marché céréalier, par l'information.

f) **EN MAURITANIE,** le démarrage de l'enquête n'a pas été effectif comme cela avait été supposé en Mai 1990 (Rapport semestriel Animation, Novembre 89-Avril 90). La répartition des tâches avait cependant été faite entre le CSA et le SSA. Il s'agissait pour le CSA de suivre le prix à la consommation au niveau de 60 marchés semi-urbains et le SSA de collecter le prix de production sur 18 marchés ruraux. Une réunion du Comité Technique de suivi, créé à cet effet et qui regroupe les représentants du CSA, le SSA, le FEWS, l'Office National de Statistique et la Direction de l'Agriculture s'est tenue en Septembre pour davantage préciser la méthodologie arrêtée, un programme de travail et asseoir un mécanisme de coordination et de suivi plus efficient entre les différents intervenants.

Le dispositif est conçu pour suivre 18 marchés ruraux dans cette phase dite "pilote" pour l'enquête, et 30 marchés pour la phase permanente.

Les 18 marchés en question se situent dans les wilayas (régions) des Hodh El Gharbi, Hodh El Charghi, Assaba, Guidimaka, Gorgol, Brakna et Trarza.

En fin Novembre, la mise en route de l'enquête était imminente, le document méthodologique finalisé, et la mission de formation et de mise en place des enquêteurs sur le point de partir à l'intérieur du pays.

g) **AU NIGER**, depuis son démarrage, le SIM connaît des problèmes de statut, lié à celui, plus général, du statut de l'OPVN, et de ses missions au sein de l'Etat.

Ceci n'empêche pas les actions d'information de se poursuivre, mais le travail s'effectue dans un cadre flou, engendrant de multiples malentendus (notamment pour ce qui est de la responsabilité de la gestion des fonds).

Les actions de collecte se poursuivent donc, ainsi que les publications correspondantes (une, toutes les 2 semaines). Ces publications n'ont pas été interrompues depuis 14 mois.

Cependant, au SIM, comme à la DSA/EL. , le problème des cadres qualifiés se fait durement sentir.

Les actions complémentaires au suivi des prix seront donc lancées avec prudence, en s'assurant à chaque fois, que les précédentes fonctionnent bien.

Pour l'instant, l'animation locale a contribué à lancer la collecte des prix au Nord Nigéria. Six marchés échantillons ont été identifiés et les prix y sont relevés, toutes les semaines, comme au Niger.

La seconde enquête, dite "enquête commerçants" fonctionne toujours de façon satisfaisante.

h) **AU TCHAD**, l'arrivée d'une mission de l'ECA Centrale en Mai 1990 a permis, après discussion avec la Composante Nationale, de décider de l'organisation d'une enquête "test" sur le suivi des prix et d'une enquête "typologie des marchés'".

Un projet de questionnaire présenté par la Composante Nationale a été discuté puis adopté après amendement.

Les deux enquêtes ont démarré sur le terrain, le 1er Août, conformément au calendrier.

La collecte s'est achevée en fin Octobre et le traitement est en cours.

Les résultats des deux enquêtes seront présentés lors d'un séminaire qui devrait être organisé Janvier 1991. Les conclusions dudit séminaire devraient conduire au lancement d'une enquête permanente de suivi des prix des produits céréaliers dès Janvier 1991.

II - 2.1.3. LES ENQUETES DANS LE DOMAINE D'ELEVAGE

1. RECENSEMENT DU CHEPTEL

Après l'opération réussie au Burkina, il a été envisagé un recensement en Gambie, en Guinée-Bissau et au Mali.

a) **GAMBIE,** le recensement du cheptel avait été exécuté en 1989.

Les résultats définitifs de cette enquête ont été publiés en Octobre 1990.

b) **EN GUINEE-BISSAU,** l'enquête recensement du cheptel concerne les régions qui possèdent les 80 % du cheptel du pays. Les opérations sur le terrain sont terminées et l'exploitation est en cours.

c) **AU MALI,** l'opération envisagée sera réalisée conjointement par la DNE, l'OMBEVI et la DNSI.

Les enquêtes test ont été réalisées dans les régions de Mopti, Sikasso, de Kayes et dans le District de Bamako. Une mission de sensibilisation dans les capitales régionales a été effectuée par l'équipe nationale de coordination. Elle a également permis d'évaluer les moyens humains et logistiques disponibles et les périodes optimales pour réaliser l'enquête.

Les villages échantillon des strates 1 et 2 ainsi que les sections d'énumération urbains échantillons ont été tirés. La campagne de sensibilisation médiatique est à l'étude ainsi que d'autres apsects des préparatifs.

Les premières opérations de collecte sont prévues pour la période Mars-Mai 1991 et une campagne nationale de sensibilisation par le canal des médias doit débuter en Janvier 1991.

2. SUIVI DES MARCHES A BETAIL

a) **EN GAMBIE :**

Après la mission de l'ECA Centrale qui s'est rendue à Banjul le mois de Juin 1990, les enquêtes suivantes ont été retenues :

- Suivi des prix sur les marchés à bétail
- Suivi du troupeau
- Suivi des vaches de trait.

Par manque de coordination entre les différents intervenants, ces enquêtes n'ont pas encore démarré. Le démarrage est prévu pour Janvier 1991.

b) AU MALI :

L'enquête est réalisé par l'OMBEVI. Les marchés font l'objet d'un suivi régulier depuis le début de 1990. Les données recueillies sont traitées sous forme de "synthèses mensuelles des rapports des controleurs des foires et marchés à bétail" et régulièrement diffusées.

L'opération se déroule normalement et un effort visant à l'élargissement de l'échantillon des marchés est recherché par l'équipe responsable.

c) AU NIGER :

L'enquête programmée est le suivi des marchés à bétail. La collecte sur le terrain se fait.

Cependant, la situation qui n'était déjà guère brillante , s'est encore dégradée, puisqu'il n'y a plus aucun technicien au niveau central pour synthétiser les données parvenant des départements.

d) AU SENEGAL :

Les informations sur les effectifs présentés et les prix sont traitées et seront diffusées mensuellement. Un rapport trimestriel de synthèse sera publiéavec des commentaires et analyses plus approfondies.

e) AU TCHAD :

L'opération réalisée concerne le suivi des marchés à bétail. Les données sont collectées régulièrement.

Un bulletin a été publié au cours de la 2ème année de DIAPER II.

Depuis Décembre 1989, les prix des animaux sur certains marchés font l'objet de diffusion à la radio.

La présentation du questionnaire a été entièrement revue, ce qui devrait l'allèger. (13 pages contre 18).

L'exploitation des données et la publication des résultats sont entrain d'être informatisées.

3. SUIVI DE TROUPEAU

a) AU BURKINA FASO :

Les données collectées par l'enquête suivi du troupeau bovin, ont enfin été saisies. Le plan de tabulation est prêt. L'exploitation des données est en cours.

Cependant, la phase opérationnelle prévue pour la 3ème année DIAPER II est encore en instance alors qu'il était prévu de la faire démarrer en Juin. On peut expliquer ce retard par le manque de coordination entre les différents intervenants entraînant une mauvaise affectation des ressources humaines.

b) AU MALI :

L'enquête est exécutée par la DNE. Le dispositif du suivi est conçu pour saisir un certain nombre d'informations sur les paramètres zootechniques et les caractéristiques générales de l'élevage susceptibles d'indiquer les conditions et la performance de la production animale.

Les enquêtes se déroulent normalement.

Les deux premières fiches d'enquêtes ont déjà fait l'objet de saisie et la dernière est attendue pour fin Décembre 1990.

c) AU SENEGAL :

La saisie et le traitement des données collectées (Juin 1989 à Juin 1990) sont en cours et seront terminés fin Novembre 1990. Les résultats préliminaires seront publiés début Décembre 1990.

4. ETUDE REGIONALE SUR LA COMMERCIALISATION DU BETAIL ET DES PRODUITS ANIMALIERS

Cette opération pilote avait été présentée dans le document ECA/D64/90. Elle est exécutée par la SOMEA.

Deux experts sahéliens et un expert Italien ont pu mener à terme la première phase de cette étude.

Le rapport provisoire est disponible. Les termes de référence de la deuxième phase sont en préparation sur la base des résultats de ce rapport.

II - 2.1.4. PROBLEMES ET CONTRAINTES AFFECTANT LES OPERATIONS DE COLLECTE

Les points suivants constituent de sérieux goulets d'étranglement dans la collecte et le traitement de l'information :

a) PROBLEMES INSTITUTIONNELS

. Les données issues des dispositifs nationaux d'enquête appuyés par le projet DIAPER II, ne sont pas toujours, et en tout lieu, utilisées à bon escient, dans l'évaluation des besoins alimentaires. Ceci peut réduire à néant tous les efforts importants déployés dans l'amélioration des statistiques nationales.

. Il y a une grande concentration des activités au sein du service chef de file, dans certains pays : Mauritanie, Niger, par exemple. Ceci diminue les capacités opérationnelles du service concerné et les possibilités de couvrir tous les domaines importants d'information sur la sécurité alimentaire.

b) PROBLEMES MATERIELS ET HUMAINS

. D'une façon générale, les moyens matériels (de transport et d'enquêt, notamment) sont insuffisants. De plus, la décision de bloquer l'achat des matériels en 3ème et 4ème années, n'a pas été pour arranger les choses d'autant qu'une bonne partie du matériel commence à être vétuste, car acquis depuis plus de 3 ans.

. Le manque de personnel d'encadrement et d'exécution, dans les pays entraîne le blocage de certaines opérations.

. L'instabilité du personnel et l'insuffisance des cadres de conception motivés au niveau central portent souvent préjudice aux activités.

. Le traitement de toutes lès enquêtes n'est pas entièrement informatisé. Il s'en suit des retards dans l'obtention des résultats, ainsi que des difficultés pour faire certaines analyses.

c) PROBLEMES FINANCIERS

La lenteur administratives dans le transfert de fonds, des délégations CCE locales aux Composantes Nationales, peut porter préjudice, à la longue, à l'exécution des programmes (principalement par le fait du retard des indemnités de déplacement sans lesquelles les opérations de collecte ont impossibles. Soulignons que les enquêtes n'ont pu être réalisées cette année que grâce à l'existence des reliquats de 2ème année (ECA et C.N.).

II - 2.2. DIFFUSION DE L'INFORMATION

La diffusion reste un des points faibles du projet. Cependant, des efforts ont été fournis et une amélioration relative de la situation est perceptible.

Au niveau régional, le bulletin "suivi de la situation alimentaire" actualisant les données de novembre 1989, a été publié en Mai 1990. Les deux autres bulletins de suivi de la campagne ont été publiés en Aôut et Septembre 1990. L'évaluation de la campagne agro-pastorale 1990-1991 et les perspectives alimentaires 1990-1991, le bulletin, élaboré en Décembre, est en cours de large diffusion.

Au niveau national, des publications diverses sont produites et diffusées. C'est le cas notamment, au Burkina, au Niger et Tchad, où il existe un bulletin sur le suivi de la situation alimentaire du pays, élaboré par la Composante Nationale. Un bulletin similaire est en projet au Sénégal et au Mali. Par ailleurs, les résultats de la plupart des enquêtes (enquête agricole, des marchés céréaliers et à bétail, etc...) sont

régulièrement diffusés, sous forme de publications. Dans certains cas du suivi des marchés céréaliers ou à bétail, la diffusion se fait par voie de presse : (journal et radio, au Sénégal et au Mali, pour les céréales, radio et télévision au Mali, pour le Bétail.

II - 2.3. FORMATION

Comme pour les années passées, une formation sur le tas a été assurée à tous les agents de terrain, dans le cadre de l'exécution de toutes les enquêtes réalisées.

Un important programme de formation a été mis en oeuvre, à l'occasion du transfert de la Centrale d'information dans tous les pays (excepté la Gambie). Une formation sur le logiciel de traitement des enquêtes SP6 (développé par la SOMEA) a été assurée à tous les agents désignés par les services nationaux concernés (en moyenne 4 personnes par pays). L'espoir est permis de voir, pour la prochaine année, l'essentiel des enquêtes traitées automatiquement.

Malgré ces efforts déployés pour la formation à court terme, beaucoup reste à faire en matière de formation à moyen, et surtout, à long terme. En effet, dans beaucoup de pays, surtout les lusophones, il y'a une pénurie notoire de cadres de haut niveau.

La prochaine et 3ème phase de Diaper devrait essayer de rectifier le tir.

II - 2.4. SUIVI-EVALUATION INTERNE

Le système mis en place jusque là, fonctionne d'une façon efficace.

Evidemment, la présence des animateurs locaux assure un suivi "de près" de toutes les activités des C.N..

Les missions du Coordonnateur dans tous les pays, à mi-parcours (Juin, Juillet et Août 1990), s'intègrent parfaitement dans le cadre du suivi et de la supervision générale du programme annuel.

Ces missions ont permis de faire le point des activités, tant, sur le plan du niveau d'exécution des opérations programmées, que sur le plan institutionnel et financier.

De même, les missions techniques des experts de l'ECA Centrale, ont contribué à solutionner des problèmes ponctuels rencontrés dans la conception ou l'exécution des opérations programmées. C'est notamment le cas pour les opérations pilotes, ou les enquêtes sur les stocks paysans, et sur la consommation.

Pour parachever ce dispositif de suivi, des réunions des C.N., avec participation des animateurs locaux, se sont tenues régulièrement. De même, l'ECA, au grand complet, s'est retrouvée 2 fois (début Avril à Ouaga et mi-Novembre 1990 à Bissau).

Le présent rapport d'activités est partie intégrante de l'évaluation interne. Il a été fait à partir des différents rapports élaborés au niveau national par les C.N. et les Animateurs Locaux.

III - CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

En guise de conclusions, les points suivants peuvent être retenus :

. D'une façon générale, les activités programmées pour la 3ème année se déroulent correctement, malgré quelques problèmes institutionnels et humains, matériels et financiers, évoqués plus haut (voir paragraphe II-2-1-4, notamment). La plupart des opérations en cours d'exécution, demandent à être finalisées.

. Le projet déploie beaucoup d'efforts dans l'amélioration des bilans céréaliers. La production céréalière reste le poste le mieux maîtrisé, malgré les limites actuelles des méthodologies utilisées. Le processus de connaissance des postes "stocks" et "consommation céréalière", avance, inconstestablement. L'enquête stock est presque partout réalisée, comme volet de l'enquête agricole courante. Avec les conclusions à tirer des expériences en cours, à travers les opérations pilotes, la connaissance de niveau de consommation sera plus affinée. Les acquis dans le domaine des bilans sont à préserver.

. Les systèmes d'informations sur les marchés sont généralisés à tous les pays. Ils sont à améliorer et à élargir dans beaucoup de cas. Dans ce sens, l'aspect "échanges régionaux" devra retenir plus d'attention, tant pour les céréales que pour le bétail et les produits animaliers.

. Dans le domaine de l'élevage, les enquêtes sur les effectifs du cheptel et sur les marchés à bétail constituent l'essentiel des activités réalisées. L'opération "recensement du cheptel" au Mali, est porteur d'espoir pour les pays qui présentent le même type d'élevage. L'approfondissement des connaissances dans le domaine de l'élevage devra s'orienter vers l'établissement d'un bilan animalier.

. La diffusion de l'information, la formation à moyen et à long termes ainsi que l'analyse diagnostique, constituent les points faibles du projet. La phase III, à venir, devra s'atteler à combler ces lacunes.

Les actions à entreprendre d'ici la fin de la 3ème année (30 Avril 1991) consistent, essentiellement à :

- finaliser toutes les activités nationales et régionales, programmées pour la 3ème année : achever celles qui sont en cours, et, éventuellement, démarrer celles qui n'ont pas encore connu un début d'exécution.

- effectuer, conformément aux conclusions de la réunion de coordination CILSS/CCE/Italie du 27 Avril 1990 à Bruxelles, les missions de programmation pour la 4ème année.

- préparer, sur la base des conclusions de ces missions, l'organisation des réunions statutaires du projet : Réunions du Comité Technique et de la concertation régionale (8-13 Avril 1991 à Banjul), réunion de coordination CILSS/CCE/Italie (semaine du 22 au 27 Avril 1991).

- jeter les bases pour une formulation d'un avant-projet de DIAPER III.

S'agissant particulièrement des orientations des programmes de 4ème année, **les recommandations** suivantes peuvent être formulées :

- Poursuivre et consolider les orientation suivies jusque là, notamment, en ce qui concerne les différentes opérations de collecte : enquêtes agricoles, de commercialisation céréalière, de consommation, de stocks paysans et d'élevage.

- Parachever les opérations pilotes en cours de réalisation, en tirer les conclusions, et étudier, éventuellement, les possibilités d'opérations nouvelles. Dans ce cadre, envisager la prolongation financière du contrat avec la SOMEA, par l'établissement d'un avenant.

- Renforcer matériellement les Composantes Nationales, en les autorisant à acheter des équipements complémentaires pour la réalisation des enquêtes agricoles, notamment. A ce sujet, il faut préciser que dans la plupart des pays, le matériel d'enquête existant, est soit insuffisant, soit inopérationnel, parceque ancien (de 4 à 5 ans). Les nouvelles dépenses éventuelles, pour équipement, devront être imputer sur financement FED (notamment, sur la rubrique "imprévu").

A N N E X E

A N N E X E

PROGRAMME AU NIVEAU REGIONAL

Le programme dit régional, c'est l'ensemble des activités placées sous le contrôle direct de l'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA) du projet en raison de leurs portées qui débordent le cadre national ou de leurs modalités d'exécution qui relèvent d'elle.

. Parmi ces activités, figurent évidemment celles relatives à la gestion administrative, financière et technique du projet.

Ce sont les tâches de coordination générale de recherche de cohérence et de suivi de l'ensemble des activités du projet, tant au niveau des pays qu'aux niveaux régional et international.

D'une façon spécifique, les activités régionales de 3ème année sont les suivantes :

. le renforcement institutionnel et technique des Composantes Nationales à travers les animations locales.

. les appuis méthodologiques aux structures nationales dans le cadre des opérations programmées.

. le suivi et l'évaluation de la campagne agro-pastorale et de la campagne de commercialisation.

. l'établissement et l'analyse des bilans céréaliers régionaux.

. la gestion de la centrale d'information

. la définition d'une politique de diffusion et la publication d'un bulletin régional de suivi de la situation alimentaire.

. la définition des termes de références, la conception ou la supervision de la conception méthodologique de toutes les opérations pilotes à programmer en général et des opérations suivantes en particulier :

- taux de pertes post-récoltes et semences
- suivi d'une échantillon restreint de l'enquête agricole au Sénégal
- enquête consommation céréalière urbaine au Cap-Vert, en Guinée-Bissau et au Tchad
- circuits de commercialisation du bétail, au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie et au Niger

. la supervision et le suivi de l'exécution des opérations pilotes programmées

- l'établissement des rapports méthodologiques sur les opérations pilotes réalisées.

- la supervision et le suivi de l'amélioration de la centrale d'information et de la mise en place des chaînes de traitement et de gestion de données des enquêtes agricoles.

- Les missions d'évaluation de 3ème année et de programmation pour la 4ème année.

- l'organisation des réunions du Comité Technique (fin Février/début Mars 1991), de la Concertation Régionale (début Mars 1991) et de la Coordination CILSS/CCE/Italie (fin Mars/début Avril 1991).

- l'organisation du séminaire régional sur "la gestion de l'information pour la sécurité alimentaire (fin Décembre/début Janvier 1991).

- l'organisation de la réunion des experts du CILSS sur le bilan de la campagne agro-pastorale 1990/91 et de la campagne de commercialisation céréalière 1989/90 (Octobre/Novembre 1991).

- l'organisation du séminaire régional sur les "enquêtes de consommation céréalière" (Avril 1991).

- l'organisation de la réunion CILSS/Club du Sahel du "Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel".

RESUME DES PROGRAMMES NATIONAUX

BURKINA FASO

- Appui de la coordination des activités et centralisation de l'information

- Séminaire national sur la coordination de l'information pour le suivi de la politiques de sécurité alimentaire

- Amélioration de l'enquête agricole incluant les stocks paysans

- Suivi de troupeaux

- Suivi des marchés céréaliers

- Poursuite de l'enquête consommation des céréales

- Bulletin national de suivi de la situation alimentaire

- Formation enquêteurs

- Poursuite formation en télédétection

CAP-VERT

- Appui à la Commission Nationale et Evaluation situation agricole des Etats membres
- Enquête agricole permanente
- Poursuite et finalisation traitement recensement agricole
- Suivi des marchés agricoles
- Bulletin annuel des statistiques
- Bulletin suivi campagne agro-pastorale, et bulletin suivi situation alimentaire
- Formation enquêteurs

GAMBIE

- Séminaire évaluation enquête 1989/1990
- Séminaire coordination avant enquête 1990/1991
- Séminaire évaluation enquête 1990/1991
- Enquête agricole permanente (NASS)
- Enquête stocks paysans
- Suivi des marchés céréaliers
- Suivi de troupeaux
- Formation enquêteurs

GUINEE-BISSAU

- Appui au Bureau pour la sécurité alimentaire (BPSA)
- Séminaire sensiblisation
- Séminaire recyclage
- Enquête agricole permanente
- Enquête stocks paysans
- Suivi des cours de produits agricoles
- Recensement cheptel dans 2 régions (Bafata et Gabu)
- Bulletin périodique de suivi de la situation alimentaire

MALI

- Appui à l'Institut d'Economie Rurale (IER) dans la coordination
- Enquête conjointe DNA/DNSI incluant les stocks paysans
- Poursuite enquête consommation des céréales
- Suivi des marchés à bétail
- Suivi de troupeaux
- Recensement du cheptel
- Formation enquêteurs

MAURITANIE

- Enquête agricole permanente
- Stocks paysans
- Suivi des marchés céréaliers
- Formation enquêteurs

NIGER

- Appui au Secrétariat Permanent Système d'Alerte Précoce (SAP)
- Enquête agricole permanente incluant volet stocks paysans
- Consolidation Système Information sur les Marchés (SIM)
- Poursuite enquête consommation céréalière
- Suivi des marchés à bétail
- Collecte données publication
- Bulletin suivi campagne agro-pastorale
- Publication périodique sur suivi des marchés, et suivi situation alimentaire
- Formation enquêteurs

SENEGAL

- Appui aux efforts nationaux pour la mise en place cellule de coordination actions suivi situation alimentaire
- Séminaire élevage (marchés à bétail)

. Enquête agricole permanente

. Enquête stocks paysans

. Suivi des marchés à bétail

. Suivi de troupeaux

. Formation enquêteurs

TCHAD

. Poursuite aux efforts pour la mise en place cellule national de coordination

. Enquête agricole permanente incluant stocks paysans

. Suivi des marchés céréaliers

. Suivi des marchés à bétail

. Bulletin périodique suivi campagne, et suivi situation alimentaire

. Formation enquêteurs.